

Unité départementale Le Havre
48 rue Denfert Rochereau
BP 59
76084 Le Havre

Le Havre, le 08/11/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 15/10/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

AIR LIQUIDE FRANCE INDUSTRIE

6 rue Cognacq Jay
75007 Paris

Références : -
Code AIOT : 0003902012

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 15/10/2024 dans l'établissement AIR LIQUIDE FRANCE INDUSTRIE implanté 2412 Avenue 3 - zone de Port-Jérôme II PARCELLE NUMERO D889 76170 Saint-Jean-de-Folleville. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Contrôle effectué dans le cadre de la stratégie nationale de contrôle du ministère de la Transition Écologique.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- AIR LIQUIDE FRANCE INDUSTRIE
- 2412 Avenue 3 - zone de Port-Jérôme II PARCELLE NUMERO D889 76170 Saint-Jean-de-Folleville

- Code AIOT : 0003902012
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

AIR LIQUIDE va exploiter une usine de production d'hydrogène par électrolyse de l'eau, sur le territoire de la commune de Saint Jean de Folleville. Les impacts liés à la construction de cette nouvelle usine ont nécessité la mise en œuvre de mesures compensatoires (réhabilitation d'une zone humide), objet du présent contrôle.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Mesures compensatoires suite destruction zone humide	Arrêté Préfectoral du 24/09/2024, article 19	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les mesures compensatoires telles que prévues par l'arrêté préfectoral du 10 janvier 2022 semblent avoir été correctement mises en oeuvre, même si certaines zones ne présentent pas encore toutes les caractéristiques requises. La relative nouveauté de cet aménagement peut justifier l'incomplétude du cortège floristique et faunistique caractéristiques d'une zone humide. Néanmoins suivant l'évolution des espèces présentes sur tout ou partie du site, il pourrait être nécessaire de réviser certains partis pris, afin de redonner le caractère humide à l'ensemble de la zone.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Mesures compensatoires suite destruction zone humide

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/09/2024, article 19
Thème(s) : Autre, Mesures compensatoires in situ
Prescription contrôlée : Les mesures compensatoires au titre de la restauration des zones humides sont effectives préalablement à la mise en œuvre du projet. Elles sont constituées d'une mosaïque de milieux humides, obtenue par l'alternance entre rose-lière, saulaie arbustive et prairie humide; la végétation spontanée sera favorisée. Un étrépage variable, entre 20 cm et 1 mètre est réalisé ainsi que la restitution des surfaces prévues pour la création des voies d'accès d'urgence SDIS dans la conception du projet, conformément aux plans fournis en annexe 1- D du présent arrêté ainsi que dans le plan 68030-CS-101-1114216 du porter à connaissance du 29 février 2024, sur une surface de 5,74 ha. La végétalisation spontanée est favorisée. En cas d'implantation d'espèces végétales envahissantes, il est procédé à la destruction du foyer et à l'ensemencement par une banque de graines adaptée.

Les voiries implantées dans la zone de compensation sont équipées de manière à garantir des continuités écologiques entre les secteurs restaurés

Constats :

L'inspection des installations classées et la police de l'eau se sont rendues sur le futur site de production d'hydrogène d'AIR LIQUIDE en cours de construction sur la commune de Saint-Jean-de-Folleville afin de constater la mise en œuvre des mesures compensatoires consécutives à la destruction de zones humides sur cette même parcelle.

Le présent contrôle s'inscrit dans le cadre de la stratégie nationale de contrôle du ministère de la Transition Écologique.

Les différents points abordés sont :

1 - Surface de la compensation in-situ

La zone a été clôturée sur l'ensemble de son périmètre avec un seul point d'accès afin de l'isoler des zones de travaux et d'exploitation futures opérés sur le site, tout en permettant le passage de la petite faune (grillage à grande maille). Lors de la visite des points GPS ont été relevés afin de contrôler la surface de la zone de compensation. Une partie, située au Nord-Ouest du secteur de compensation étant rendu inaccessible par une zone en eau le jour de la visite, l'ensemble de la surface de la zone compensatoire n'a pas pu être estimé. Il conviendra à l'exploitant de transmettre les données cartographiques de l'ensemble de la zone réaménagée afin de s'assurer de la conformité des surfaces remodelées.

2 - Modification des accès secours

La mesure compensatoire initialement prévue a été adaptée suite à l'évolution des accès secours au site. Ainsi deux accès secours traversant initialement la zone de compensation ont été retirés en septembre 2024. Lors de la visite, leur retrait et le retour à la cote du terrain naturel ont pu être constatés.

3 -Secteurs en évolution spontanée

La zone initialement prévue au Nord de la parcelle pour développer une saulaie a été abandonnée au profit d'une autre zone beaucoup plus favorable et spontanée dans le développement de saules. Une partie de la zone n'a pas fait l'objet d'étrépage tel que mentionné dans les différents arrêtés. Cette adaptation est précisée dans la note de préparation des terrains, adressée par Air Liquide aux services instructeurs en date du 26 juillet 2022, afin de favoriser l'expression spontanée d'espèces caractéristiques des zones humides.

Lors de la visite, une partie de la zone a été parcourue à pied. Sur les secteurs n'ayant pas fait l'objet d'étrépage, il a été constaté la présence de zones engorgées d'eau et de zones sèches. Un sondage à la tarière a été réalisé dans une zone sèche. Il ressort de l'observation du sondage que les premières traces d'hydromorphie sont observables à une profondeur d'environ 40 cm. Ce sondage ne permet pas de conclure quant à la caractéristique humide du terrain au sens de l'arrêté ministériel du 24 juin 2008.

L'analyse phytosociologique réalisée dans le cadre du premier bilan de suivi environnementale de la mesure compensatoire a mis en évidence que les habitats identifiés sur les zones n'ayant pas fait l'objet d'étrépage ne permettent pas de qualifier la zone comme zone humide au sens de l'arrêté du 24 juin 2008. S'agissant de la première année de bilan, le suivi de la mesure sera à ajuster en fonction des résultats obtenus dans le bilan du suivi 2024. Il convient d'intégrer à ce suivi une analyse des placettes floristiques ainsi que de la pédologie et de la piézométrie. En cas de non atteinte de l'objectif de restauration de la zone humide sur ces secteurs des mesures correctives seront à déterminer.

À noter que le développement d'une aster à tendance invasive a été observé et va nécessiter une

modification dans la pratique d'entretien de la zone concernée, notamment par la mise en œuvre d'un broyage des espèces végétales en place afin de favoriser le développement des espèces locales, contrairement à l'exportation des fauches initialement prévue.

4 - Dépressions et noue

La présence des 4 dépressions intégrées à la mesure compensatoire a été constatée. Elles présentent chacune une portion surcreusée afin de maintenir une surface en eau pérenne. À noter également la réalisation d'une noue bordée par une roselière dont le fauchage par tiers est programmé afin de maintenir sa vigueur et sa fonction d'habitat pour les espèces qui la colonisent.

En conclusion les opérations réalisées sont conformes aux mesures prescrites dans l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter d'Air Liquide et aux ajustements portés à la connaissance des services de la DREAL Normandie et de la DDTM de la Seine-Maritime. La surface de mise en œuvre n'ayant pu être intégralement contrôlée, il conviendra néanmoins que **l'exploitant transmette au service en charge de la police de l'eau de la DDTM les éléments cartographiques permettant de vérifier ce point.**

Par ailleurs, le suivi est à compléter par l'analyse des critères permettant de caractériser la zone en zone humide au sens de l'arrêté du 24 juin 2008. **Il est donc recommandé, d'intégrer dans le suivi des mesures compensatoires, un suivi spécifique de la pédologie et de la piézométrie pour les secteurs sur lesquels l'analyse phyto-sociologique ne permet pas de conclure quant au caractère humide.**

À défaut d'éléments permettant de conclure quant au caractère humide de la zone, des mesures complémentaires pourront être prescrites.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Demande n°1 : L'exploitant transmet, au service en charge de la police de l'eau de la DDTM de Seine-Maritime, les éléments cartographiques permettant de vérifier le respect des surfaces remodelées telles qu'initialement prévue, **dans le délai de 2 mois** à compter de la réception du présent rapport.

Demande n°2 : L'exploitant intègre dans le suivi des mesures compensatoires, un suivi spécifique de la pédologie et de la piézométrie pour les secteurs sur lesquels l'analyse phyto-sociologique ne permet pas de conclure quant au caractère humide desdites zones.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois